

ST 31

Démocraties et crises de sécurité internationale. Quelle place pour les parlements dans un monde turbulent ?

Democracies and international security crises. What role for parliaments in a turbulent world?

Responsables scientifiques :

Delphine DESCHAUX-DUTARD (Université Grenoble Alpes / CESICE) delphine.deschaux-dutard@univ-grenoble-alpes.fr

Falk OSTERMANN (Université de Kiel) fostermann@politik.uni-kiel.de

Depuis l'intervention militaire en Libye en 2011, l'annexion de la Crimée en 2014 et la guerre en Ukraine depuis 2022, la succession des crises en matière de sécurité internationale n'a fait que s'accélérer. Les gouvernements et acteurs exécutifs, tant européens qu'américains ou canadiens, ont ainsi déployé des politiques de défense actives et investi de façon inédites des moyens financiers dans la défense (voir notamment Deschaux-Dutard, 2025), adossés à des discours mettant en avant à la fois l'urgence de la guerre et la nécessité de faire face aux menaces (russe notamment, mais pas uniquement), tout en invoquant la nécessité d'une protection de l'ordre (libéral) international. Cette situation a largement contribué à renforcer la domination des acteurs exécutifs, tel les différents gouvernements nationaux qui jouissent d'une prépondérance dans le domaine sécuritaire international et la politique étrangère en général.

Or, dans une majorité des pays occidentaux, ces politiques de défense ont été très peu questionnées au sein des arènes parlementaires, alors même qu'il revient aux parlements de voter les crédits de défense, voire d'autoriser un certain nombre de déploiements militaires comme dans le cas allemand entre autres (Deschaux-Dutard, 20217). Cette ST vise donc à s'interroger sur le lien entre les crises de sécurité internationale et leur politisation (ou non-politisation) au sein des arènes parlementaires. S'appuyant sur une littérature académique croissante, notamment dans les pays anglo-saxons, un certain nombre d'auteurs pointent la notion de contestation parlementaire en matière de politique étrangère et de défense (Böller, 2022a et b ; Wagner, 2020 ; Wagner et al. 2018 ; Mello, 2025). Lagassé et Massie s'interrogent pour leur part sur la possibilité d'une « parlementarisation de la guerre » (Raunio and Wagner, 2017 ; Lagassé et Massie, 2023). S'il semble évident que les idéologies politiques et la compétition partisane joue un rôle sur la définition des contours et des contenus des politiques étrangères et de défense dans les démocraties (Kaarbo, 2012 ; Lagassé et Mello, 2018 ; Ostermann et Stahl, 2022 notamment), le rôle et la place des arènes parlementaires, nationales ou européennes, leurs pratiques de contrôle ainsi que le degré et contenu des contestations partisans sont sujets à de larges variations en Europe et plus largement dans les démocraties occidentales. L'objectif de cette session thématique sera donc, à la croisée entre sociologie de l'action publique, analyse des relations internationales et études parlementaires (en incluant la notion de contestation partisane), d'examiner la façon dont les parlements peuvent (ou non) jouer leur rôle de contrôleur du pouvoir exécutif dans la gestion des crises de sécurité internationale des dernières années, qu'il s'agisse de la guerre en Ukraine, de la situation à Gaza ou du cas des frappes contre l'Iran au printemps 2025.

Cette session thématique se veut ouverte aux chercheurs de tous horizons de la science politique, en formation ou plus établis, et accueillera volontiers des contributions en français et en anglais, basée sur des études de cas empiriques, comparatives ou monographiques.

Since the military intervention in Libya in 2011, the annexation of Crimea in 2014 and the war in Ukraine since 2022, the succession of international security crises has accelerated. Governments and executive actors, whether European, American or Canadian, have thus deployed active defence policies and invested unprecedented financial resources in defence (see in particular Deschaux-Dutard, 2025), emphasising rhetorically both the urgency created through the war and the need to confront threats (particularly, but not exclusively, from Russia), while invoking the need to protect the (liberal) international order. This situation has greatly contributed to strengthening the dominance of executive actors, such as the various national governments that enjoy preponderance in the field of international security and foreign policy in general.

However, in most Western countries, these defence policies have been rarely questioned in parliamentary arenas, even though it is up to parliaments to vote on defence appropriations and even to authorise a number of military deployments, as in the case of Germany, among others (Deschaux-Dutard, 20217). This thematic session therefore aims to examine the

link between international security crises and their politicisation (or non-politicisation) in parliamentary arenas. Drawing on a growing body of academic literature, particularly in Anglo-Saxon countries, a number of authors point to the notion of parliamentary contestation in foreign and defence policy (Böller, 2022a and b; Wagner, 2020; Wagner et al. 2018; Mello, 2025). Lagassé and Massie, for their part, question the possibility of a 'parliamentarization of war' (Raunio and Wagner, 2017; Lagassé and Massie, 2023). While it seems clear that political ideologies and partisan competition play a role in defining the contours and content of foreign and defence policies in democracies (Kaarbo, 2012; Lagassé and Mello, 2018; Ostermann and Stahl, 2022 in particular), the role and place of parliamentary arenas, whether national or European, as well as their oversight practices and the degree and content of partisan contestation, are subject to wide variations across Europe and more broadly in Western democracies. The aim of this thematic session will therefore be, at the crossroads between the sociology of public action, international relations analysis and parliamentary studies (including the notion of partisan contestation), to examine how parliaments can (or cannot) play their role as controllers of the executive power in the management of international security crises in recent years, whether it be the war in Ukraine, the situation in Gaza or the case of the strikes against Iran in the spring of 2025.

This thematic session is open to researchers from all backgrounds in political science, whether in training or more established, and welcomes contributions in French and English, based on empirical, comparative or monographic case studies.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.